

(N° 144)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 FÉVRIER 1923.

PROJET DE LOI SUR LA POSITION ET L'AVANCEMENT DES OFFICIERS.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Les lois du 16 juin 1836, sur la position et l'avancement des officiers, ont pendant près d'un siècle fixé le statut du corps d'officiers. Une seule modification y fut apportée le 6 mai 1888. Ce fait suffit à justifier l'éloge de l'œuvre qu'elles constituent.

Il montre en même temps la nécessité, sans modifier les principes qu'elles consacrent, d'adapter les textes légaux aux circonstances nouvelles, de tirer profit des leçons que la guerre a données, de préciser et de simplifier opportunément certaines dispositions, de combler certaines lacunes.

Tel est l'objet du présent projet de loi.

Les lois de 1836 seront réunies et mises en harmonie avec l'organisation nouvelle de l'armée. On introduira dans la nouvelle loi des dispositions plus précises quant à l'avancement des officiers de manière à mieux garantir leurs droits. L'avancement des officiers du service de santé et de la gendarmerie sera prévu dans le nouveau statut. Enfin certaines dispositions, telles que la mise au traitement de réforme, qui ne subsistaient que par tradition, pourront disparaître.

La question de l'accession au grade de sous-lieutenant dans les armes a fait l'objet d'une étude approfondie. Elle a abouti au maintien du système actuel qui est donc reproduit dans la loi.

Nous examinerons successivement les articles de la loi qui méritent d'être particulièrement justifiés.

* * *

ART. 5. — 1° Suppression de la disponibilité. Cette position n'est plus à envisager : un officier à l'activité ne peut se trouver sans emploi, la loi des cadres et les arrêtés royaux sur la matière fixant le chiffre organique des diverses

catégories d'officiers, en fonction du nombre des emplois prévus par la loi d'organisation.

2° Suppression de la mise à la réforme prévue par la loi du 16 juin 1836.

Cette mesure qui constituait une mesure disciplinaire très grave peut disparaître sans inconvénient. La mise en non-activité par mesure disciplinaire suffit. La mise à la réforme n'est du reste plus appliquée de fait. Il serait impossible de placer un officier dans une position qui, aux termes de la loi de 1836, ne lui octroie que le quart de ses appointements.

3° La question des appointements des officiers en non-activité ne doit pas être réglée par la loi. Elle est fixée, de même que la question des allocations des officiers à l'activité, par arrêté royal.

Art. 7. — La condition exigée pour être nommé sous-officier, fixée dans la loi de 1836, n'est pas reproduite dans la présente loi qui ne concerne que la position d'officier. Les conditions d'accession aux divers grades de sous-officier sont normalement réglées par arrêté royal.

L'âge d'accession au grade de sous-lieutenant dans la gendarmerie est fixé de manière à permettre à l'officier de ce corps d'accomplir toutes les missions qui peuvent lui être dévolues. Il doit pour cela, être majeur, à raison de ses fonctions d'officier de police judiciaire.

En ce qui concerne le service de santé, les dispositions de la loi ont pour effet de mettre sur un pied d'égalité, au point de vue militaire, les futurs officiers de ce service, médecins, pharmaciens, vétérinaires, après un nombre d'années d'études supérieures dans les universités.

Art. 8. — Les dispositions des articles 6 et 7 de la loi du 16 juin 1836 ont été réunies dans cet article et les principes réglant la répartition des emplois de sous-lieutenant ont été uniformisés dans toutes les armes.

Art. 9, 10, 11 et 12. — La question de l'avancement a été développée en suivant les règles adoptées à la suite de l'expérience de la guerre et actuellement en vigueur.

Tous les grades d'officier subalterne seront dorénavant conférés à l'ancienneté; l'avancement aura lieu par arme jusqu'au grade de général-major inclusivement. Il doit être entendu toutefois que l'avancement dans les services ne pourra jamais être plus rapide que dans les armes. Les médecins, pharmaciens et vétérinaires qui ne sont officiers qu'après cinq années d'études universitaires bénéficieront d'un supplément d'ancienneté de trois années pour l'accession au grade de capitaine afin de les mettre sur un pied d'égalité avec les autres services. Enfin le principe des épreuves à subir par les capitaines non brevetés d'état-major pour accéder au grade de major, a été inscrit dans la loi.

Art. 13. — La durée minima des services exigés dans chaque grade pour être promu au grade supérieur a été calculée de manière à exiger au moins dix années d'ancienneté d'officier pour pouvoir être officier supérieur et vingt années pour accéder au sommet de la hiérarchie.

La disposition de la loi de 1836 relative au grade accordé pour action d'éclat n'est pas reproduite dans la présente loi. Le Roi, Commandant en chef de l'armée, apprécie en temps de guerre les nominations à faire, dans les conditions que fixe l'article 21 du projet.

ART. 14. — Il a paru nécessaire de prévoir dans la loi le commissionnement des officiers à l'exercice de l'emploi d'un grade supérieur à celui dont ils sont revêtus. Pendant la guerre, par suite des pertes subies dans certaines armes, on a été contraint d'appliquer cette mesure et cette nécessité peut également se présenter en temps de paix.

ART. 15. — L'importance relative des différentes armes peut être modifiée dans des proportions souvent considérables par suite de l'évolution de la tactique du perfectionnement du matériel et des circonstances de la guerre. Il peut en résulter pénurie d'officiers dans certaines armes et pléthore dans d'autres. Le changement d'arme des officiers doit donc être réglé par la loi de même que la faculté de désigner tout officier pour faire le service dans n'importe quelle arme ou service.

ART. 16 et 17. — Les dispositions de la loi du 16 juin 1836 relatives à l'avancement des officiers qui ne sont pas « à l'activité » ont été mises en concordance avec le présent projet.

ART. 18. — L'application, aux officiers prisonniers de la dernière campagne, des mesures prévues par l'article 15 de la loi du 16 juin 1836 pour l'avancement des officiers prisonniers de guerre, a donné lieu à de nombreuses difficultés provoquées par l'imprécision du texte de l'article 15, la longue durée des hostilités, le grand nombre d'officiers éloignés pendant plusieurs années du service actif.

Il n'est pas possible de fixer à l'avance la perte d'ancienneté qui doit être, pour les officiers prisonniers ou internés, la conséquence de leur non-activité temporaire. L'appréciation variera, en effet, selon les circonstances de la capture et la conduite pendant la non-activité; elle doit donc être déterminée par l'examen attentif des circonstances spéciales dans chaque cas individuel.

La Commission instituée par l'article 18 statuera donc sur ce point. Les officiers méritants, ayant subi une perte nulle ou minime, peuvent, dès lors, être promus au grade supérieur et reprendre éventuellement leur place dans la hiérarchie, si leur ancienneté le permet et si le Roi use de la faculté de les promouvoir lorsqu'ils auront accompli dans chacun de leurs grades nouveaux, le temps de service minimum prévu par l'article 13.

ART. 19. — Il est nécessaire, au point de vue de la valeur des unités de l'importance du régiment et des unités supérieures, que les chefs qui sont placés à leur tête y acquièrent toute l'expérience voulue par une pratique suffisante. Il faut aussi qu'ils puissent exercer, pendant un temps suffisant, l'autorité directrice sur les troupes qui sont confiées à leur commandement. Les termes fixés sont du reste actuellement en vigueur. Le principe doit être inscrit dans la loi, le statut de l'officier devant être aussi précis que possible.

ART. 20. — La question de l'attribution d'un grade honoraire aux officiers est reprise selon l'esprit de l'arrêté du 14 décembre 1830 du Gouvernement Provisoire de Belgique, toujours en vigueur.

ART. 21. — Lorsque l'armée est mobilisée il convient qu'aucune entrave ne soit apportée par la loi à l'affectation des officiers aux divers emplois et à l'octroi des grades correspondants.

Le Ministre de la Défense Nationale,

ALBERT DEVÈZE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 FEBRUARI 1923.

Wetsontwerp betreffende den stand en de bevordering der officieren.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

De wetten van 16 Juni 1836 op den stand en de bevordering der officieren, hebben nu haast een volle eeuw lang het statuut bepaald van het officierenkorps. Eene enkele wijziging werd er aan toegebracht, den 6 Mei 1888. Dit feit alleen volstaat om den degelijken aard van dat werk doen uit te schijnen.

Het toont tevens de noodzakelijkheid aan, zonder de beginselen te wijzigen die zij huldigen, de wettelijke teksten op de nieuwe omstandigheden aan te passen, voordeel te trekken uit hetgeen de oorlog ons heeft geleerd, sommige beschikkingen nader te bepalen en te vereenvoudigen en zekere leemten aan te vullen.

Ziedaar het doel van onderhavig wetsontwerp.

De wetten van 1836 moeten samengeordend en in overeenstemming gebracht worden met de nieuwe legerinrichting. In de nieuwe wet zullen er, wat de bevordering der officieren betreft, nadere beschikkingen gebracht worden, die de rechten dezer officieren beter waarborgen. In het nieuw statuut zal de bevordering der officieren van den geneeskundigen dienst en van de gendarmerie voorzien worden. Ten slotte, zullen zekere beschikkingen, zooals den stand met reformewedde, die slechts nog bij overlevering bestonden, kunnen afgeschaft worden.

Het vraagpunt van den toegang tot den graad van onderluitenant bij de wapens werd grondig onderzocht. Deze studie heeft geleid tot het behoud van het thans bestaande stelsel dat dus in de wet gehandhaafd blijft.

Wij zullen achtereenvolgens de wetsartikelen onderzoeken die meer in 't bijzonder dienen gerechtvaardigd te worden.

* * *

ART. 5. — 1° Afschaffing der beschikbaarheid. Die stand moet niet meer beschouwd worden : een officier met werkelijken dienst kan niet zonder betrek-

king vallen, vermits de wet op de kaders en desbetreffende koninklijke besluiten het inrichtingscijfer bepalen der verschillende categories van officieren, naar verhouding tot het aantal der bij de inrichtingswet voorziene ambten;

2° Afschaffing van den reforme-stand, voorzien bij de wet van 16 Juni 1836.

Deze maatregel, die een zeer strenge tuchtmaatregel was, kan onbezwaarlijk wegvallen. De buitenactiviteitstelling bij tuchtmaatregel is voldoende. De reforme-stand wordt overigens feitelijk niet meer toegepast. Het ware niet mogelijk een officier in een stand te stellen, die hem, naar luid van de wet van 1836, slechts het vierde zijner wedde toekent.

3° Het vraagpunt van de wedde der officieren buiten activiteit hoeft niet door de wet geregeld. Evenals het vraagpunt van de toekenningen der officieren buiten activiteit, is het bij koninklijk besluit opgelost.

Art. 7. — De bij de wet van 1836 vereischte voorwaarde om onderofficier te kunnen worden, is niet opgenomen in onderhavige wet, die alleen den stand van officier betreft. De voorwaarden om tot de verschillende graden van officier te kunnen worden benoemd, worden normalerwijze bij koninklijk besluit geregeld.

Om bij de gendarmerie onderluitenant te kunnen worden, is de ouderdom zóó bepaald, dat de onderluitenant van dit korps al de opdrachten kunne vervullen, die hem kunnen toevertrouwd worden. Daartoe dient hij meerderjarig te zijn uit hoofde van zijn ambt als rechterlijk politieofficier.

Wat den geneeskundigen dienst betreft, hebben de wetsbepalingen voor gevolg de toekomstige officieren van dezen dienst : geneesheeren, apothekers, paardenartsen, in militair opzicht, op gelijken voet te stellen, na een zeker aantal studie jaren in de hoogeschoolen.

Art. 8. — De bepalingen van artikelen 6 en 7 der wet van 16 Juni 1836 werden in dit artikel vereenigd en de beginselen ter regeling van de verdeeling der ambten van onderluitenant werden in al de wapens eenvormig gemaakt.

Art. 9, 10, 11 en 12. — Het bevorderingsvraagpunt werd uitgewerkt naar de regelen, die ingevolge de oorlogservaring werden ingevoerd en thans van kracht zijn.

Voortaan zullen al de graden van lager officier begeven worden volgens den dienstouderdom; de bevordering zal geschieden per wapen tot en met den graad van generaal-majoor. Het weze echter, verstaan dat de bevordering in de diensten in geen geval de bevordering in de wapens mag vooruitloopen. De geneesheeren, apothekers en paardenarsten, die maar na vijf jaar hoogeschool-studiën officier worden, zullen een bijkomenden dienstouderdom van drie jaar verkrijgen, voor hunne bevordering tot den graad van kapitein, om hen op één zelfden voet van gelijkheid met de andere diensten te stellen. Ten slotte, wordt het beginsel der proeven, die de niet van den Staf gebreveteerde kapiteins moeten afleggen om majoor te kunnen worden, in de wet ingeschreven.

Art. 13. — De in elken graad vereischte minimumdiensttijd om tot een hooger grad op te klimmen, wordt zóó berekend dat er ten minste tien jaar

dienstouderdom als officier behoeven om hooger officier te kunnen worden, en twintig jaar, om het toppunt der hiërarchie te kunnen bereiken.

De beschikking der wet van 1836 betreffende den voor roemvolle daad toegekenden graad valt in onderhavige wet weg. De Koning, opperbevelhebber van het leger, oordeelt in oorlogstijd over de benoemingen, in de bij artikel 21 van het ontwerp bepaalde gevallen.

ART. 14. — Het bleek noodzakelijk in de wet de aanstelling der officieren te voorzien tot het uitoefenen der betrekking van een hooger graad dan dien waarmede zij bekleed zijn. Onder den oorlog moest deze maatregel toegepast worden, ten gevolge der in sommige wapens ondergane verliezen en deze noodzakelijkheid kan zich ook in vreedstijd voordoen.

ART. 15. — Het betrekkelijk belang der verschillende wapens kan dikwijls in ruime mate gewijzigd worden ten gevolge van den ontwikkelingsgang der tactiek, de verbetering van het materieel in de oorlogsomstandigheden. Daaruit kan bij sommige wapens gebrek aan officieren, bij andere, overvloed van officieren volgen. De verandering van wapen der officieren moet dus bij de wet geregeld worden, evenals het recht om om 't even welken officier aan te wijzen voor een der welk wapen of dienst.

ART. 16 en 17. — De beschikkingen der wet van 16 Juni 1836 betreffende de bevordering der officieren buiten activiteit, werden met onderhavig ontwerp in overeenstemming gebracht.

ART. 18. — De toepassing op de in den jongsten veldtocht gevangengenomen officieren, van de bij artikel 15 der wet van 16 Juni 1836 voorziene maatregelen betreffende de bevordering der officieren-krijgsgevangenen, heeft aanleiding gegeven tot talrijke moeilijkheden uitgelokt door den duisteren tekst van artikel 15, den langen duur der vijandelijkheden, het groot aantal officieren die lange jaren buiten actieven dienst zijn gebleven.

Het is niet mogelijk op voorhand het verlies van dienstouderdom te bepalen, dat voor de krijgsgevangen of geïnterneerde officieren het gevolg moet zijn van hun tijdelijke buiten-activiteit. Dat zal inderdaad afhangen van de omstandigheden waarin zij werden gevangengenomen en van hun gedrag onder hun buiten-activiteit, dit verlies dient dus vastgesteld na een aandachtig onderzoek van de bijzondere omstandigheden in ieder afzonderlijk geval.

De bij artikel 10 ingestelde Commissie zal dus over dit punt beslissen. De verdienstelijke officieren, die geen of een klein verlies ondergingen, kunnen dienstengevolge tot den hooger graad opklimmen en, desgevallend, hunne plaats in de hiërarchie hernemen, indien hun dienstouderdom het toelaat, en indien de Koning gebruik maakt van het recht hen te bevorderen wanneer zij in ieder van hun nieuwe graden den bij artikel 13 voorzien minimum-diensttijd hebben volbracht.

ART. 19. — Uit het oogpunt van de waarde der eenheden, van het belang van het regiment en der hoogere eenheden is het noodzakelijk dat de oversten die er

aan het hoofd van staan, er, door een voldoende practijk, al de vereischte ervaring bij opdoen. Eveneens moeten zij lang genoeg het leidingsgezag over de aan hun commande toevertrouwde troepen kunnen uitoefenen. De vastgestelde termijnen zijn trouwens, op dit oogenblik van kracht.

Het beginsel dient in de wet vermeld, daar het statuut van den officier zoo duidelijk mogelijk moet zijn.

Art. 20. — Het vraagpunt van het verleenen van een eeregraad aan de officieren, is overgenomen volgens den geest van het nu nog van kracht zijnde besluit van 14 December 1830 van het Voorloopig Bewind van België.

Art. 21. — Wanneer het leger gemobiliseerd wordt, mag de wet niets in den weg leggen voor de aanwijzing van de officieren tot de verschillende ambten en voor het verleenen van de overeenkomende graden.

De Minister van Landsverdediging,
ALBERT DEVÈZE.

ANNEXE AU N° 144.

**Projet de loi sur la position
et l'avancement des officiers.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Défense Nationale est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les grades conférés par le Roi dans l'armée depuis et y compris celui de sous-lieutenant, constituent l'état de l'officier.

Tout officier sera pourvu d'un brevet royal du grade qui lui est conféré dans l'armée.

ART. 2.

Le grade est distinct de l'emploi.

Le Roi confère l'emploi du grade et le retire; l'emploi est exercé en vertu de lettres de service du Ministre de la Défense Nationale délivrées d'après les ordres du Roi.

BIJLAGE VAN N° 144.

**Wetsontwerp betreffende den stand
en de bevordering der officieren.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen naam, bij de wet gevende Kamers ingediend worden :

EERSTE ARTIKEL.

De door den Koning in 't leger verleende graden, vanaf en met dezen van onderluitenant, bepalen den staat van officier.

Ieder officier ontvangt een koninklijk brevet, houdende den graad die hem bij 't leger wordt gegeven.

ART. 2.

De graad is onafhankelijk van het ambt.

De Koning verleent en onttrekt het ambt van den graad; het ambt wordt uitgeoefend krachtens dienstbrieven afgeleverd, naar des Konings bevel, door het Ministerie van Landsverdediging.

ART. 3.

Il ne peut être accordé de grade sans emploi correspondant.

ART. 4.

Les grades d'officier se succèdent dans l'ordre hiérarchique suivant : sous-lieutenant, lieutenant, capitaine, major, lieutenant-colonel, colonel, général-major, lieutenant général.

Les trois premiers constituent la catégorie des officiers subalternes ; les trois suivants, celle des officiers supérieurs ; les deux derniers, celle des officiers généraux.

Pour les officiers des services, les appellations des grades sont complétées par l'indication de la fonction : médecin, pharmacien, vétérinaire, intendant, payeur, comptable, secrétaire, élève-médecin, élève-pharmacien, élève-vétérinaire, etc.

ART. 5.

L'officier se trouve dans l'une des positions suivantes :

1° *A l'activité.* — C'est la position de l'officier des cadres actifs pourvu d'un emploi, détaché à la Colonie ou en mission officielle ; de l'officier pensionné pour blessure de guerre maintenu dans un emploi ; de l'officier de réserve accomplissant une période de rappel en temps de paix ; de l'officier de réserve mobilisé et pourvu d'un emploi.

2° *En congé sans solde.* — C'est la position de l'officier des cadres actifs absent sur sa demande pour une période de trois mois au moins de l'emploi

ART. 3.

Er kan geen graad zonder overeenkomstige betrekking begeven worden.

ART. 4.

De officiersgraden volgen elkaar op in de volgende hiërarchische volgorde : onderluitenant, luitenant, kapitein, major, luitenant-kolonel, kolonel, generaal-major, luitenant generaal.

De drie eerste maken de categorie uit der lagere officieren ; de drie volgende, die der hoogere officieren ; de twee laatste, die der opperofficieren.

Voor de officieren der diensten wordt de graadbenaming aangevuld met die van het ambt : geneesheer, apotheker, paardenarts, intendant, betaalmeeester, rekenplichtige, secretaris, leerling-geneesheer, leerling-apotheker, leerling-paardenarts, enz.

ART. 5.

De officier verkeert in een der volgende toestanden :

1° *In activiteit.* — Dat is de stand van den officier uit de werkdadige kaders die een ambt waarneemt, bij de Kolonie werkzaam is of eene officieele opdracht vervult ; van den wegens oorlogskwetsuur gepensionneerden officier die in een ambt gehandhaafd blijft ; van den reserve-officier die een wederoproepingsdiensttijd vervult in vredestdij ; van den gemobiliseerden reserve-officier die een ambt waarneemt ;

2° *Met verlof zonder soldij.* — Het is de stand van den officier uit de werkdadige kaders die, op eigen aanvraag, minstens drie maanden lang het door

qu'il occupe et qui cesse, pendant cette période, de percevoir un traitement.

3^o *En non activité pour motif de santé.* — C'est la position de l'officier incapable de reprendre son emploi après une période de maladie déterminée par les règlements sur la matière.

4^o *En non-activité pour raisons de captivité.* — C'est la position de l'officier prisonnier de guerre ou interné de guerre.

5^o *En non-activité par mesure disciplinaire.* — C'est la position de l'officier que sa conduite ou sa manière de servir oblige à éloigner de son emploi sans que toutefois la nature ou la gravité des infractions commises puisse motiver la mise en jugement ou provoquer la perte du grade. Elle est prononcée pour une durée de un à trois mois par le Ministre de la Défense Nationale; pour une durée supérieure par le Roi.

ART. 6.

Les officiers en congé sans solde et les officiers en non-activité restent soumis à la juridiction militaire et aux ordres du Ministère de la Défense Nationale.

ART. 7.

Nul ne peut être nommé au grade de sous-lieutenant :

1^o Dans les armes, les écoles et les services de l'armée, s'il n'est âgé de 19 ans accomplis; dans le corps de la gendarmerie s'il n'est âgé de 21 ans accomplis;

2^o S'il ne satisfait à l'une des conditions suivantes :

A. Dans les armes, les écoles et les

hem waargenomen ambt opgeeft en gedurende dien tijd geene wedde trekt;

3^o *Buiten activiteit om gezondheidsredenen.* — Dat is de stand van den officier die zijnen dienst niet kan hernemen na een tijdperk van ziekte, bepaald bij de desbetreffende reglementen;

4^o *Buiten activiteit om reden van gevangenschap.* — Dat is de stand van den officier-krijgsgevangene of oorlogsgeïnterneerde;

5^o *Buiten activiteit wegens tuchtmaatregel.* — Dat is de stand van den officier die om zijn gedrag of zijne dienwijze zijn ambt heeft moeten laten staan zonder, echter, dat de aard of de ernstigheid der begane misstappen aanleiding kan geven tot terechtstelling of berooving van graad. Voor één tot drie maanden, wordt die straf door den Minister van Landsverdediging uitgesproken; voor langer, door den Koning.

ART. 6.

De officieren met verlof zonder soldij en de officieren buiten activiteit blijven onderworpen aan de militaire rechtsmacht en aan de bevelen van den Minister van Landsverdediging.

ART. 7.

Niemand kan tot den graad van onderluitenant benoemd worden :

1^o Bij de wapens, scholen en diensten van het leger, indien hij den vollen ouderdom van 19 jaar niet heeft bereikt; bij het gendarmerie-korps, indien hij geen volle 21 jaar oud is;

2^o Indien hij niet aan eene der volgende voorwaarden voldoet :

A. — Bij de wapens, scholen en

services de l'armée — sauf les trois branches du service de santé — et dans la gendarmerie :

a) Avoir suivi pendant deux années au moins les cours de l'Ecole Militaire en qualité d'élève et avoir satisfait aux conditions spéciales imposées aux élèves de cet établissement d'instruction.

b) Avoir servi activement pendant deux années au moins en qualité de de sous officier et avoir satisfait à un examen portant sur un ensemble de connaissances littéraires, scientifiques, militaires et administratives, dont le programme est déterminé par arrêté royal. Cet examen est divisé en deux épreuves dont la première, portant exclusivement sur les connaissances littéraires et scientifiques, peut être subie avant que le candidat n'ait acquis la qualité militaire.

B. Dans le service de santé :

Avoir servi activement pendant deux années au moins en qualité d'élève de ce service et être porteur d'un des diplômes de premier doctorat en médecine, chirurgie et accouchement; de pharmacien ou de vétérinaire.

Jusqu'au moment de leur nomination de sous-lieutenant médecin, sous-lieutenant pharmacien ou sous-lieutenant vétérinaire, les officiers-élèves de l'Ecole d'application du service de santé sont dans la position de sous-lieutenant-élève médecin, sous-lieutenant-élève pharmacien ou sous-lieutenant-élève vétérinaire.

ART. 8.

Les emplois vacants de sous-lieutenant dans les armes et le corps de

diensten van het leger — behalve de drie takken van den geneeskundigen dienst — en bij de gendarmerie;

a) Ten minste twee jaar lang als leerling, de lessen aan de Militaire School gevolgd en voldaan, hebben aan de bijzondere voorwaarden opgelegd aan de leerlingen dezer onderwijsinrichtingen;

b) Ten minste twee jaar werkelijken dienst hebben als onderofficier en een examen afgelegd hebben over een geheel van letterkundige, wetenschappelijke, militaire en bestuurlijke kennis, waarvan het programma bij koninklijk besluit wordt vastgesteld. Dit examen is verdeeld in twee proeven waarvan de eerste, die uitsluitend gaat over de letterkundige en wetenschappelijke kennis, mag afgelegd worden vooraleer de candidaat de militaire hoedanigheid heeft verworven.

B. — Bij den geneeskundigen dienst :

Ten minste twee jaar werkelijken dienst hebben als leerling bij deze diensten en houder zijn van een der diploma's van eerste doctoraat in de geneeskunde, heelkunde en vroedkunde, van apotheker of paardenarts.

Tot op 't oogenblik hunner benoeming tot onderluitenant-geneesheer, onderluitenant apotheker of onderluitenant-paardenarts, blijven de officieren-leerlingen der Oefenschool van den geneeskundigen dienst, in den stand van onderluitenant-leerling geneesheer, onderluitenant-leerling apotheker of onderluitenant-leerling paardenarts.

ART. 8.

De openstaande plaatsen van onderluitenant bij de wapens en bij het ver-

transports, sont dévolus en principe de la manière suivante :

Un tiers aux élèves de la catégorie *a* visée à l'article 7 ;

Un tiers aux sous-officiers de la catégorie *b* ;

Un tiers au choix du Roi.

La fraction non utilisée pour défaut de candidats par l'une des catégories *a* et *b* accroît à l'autre catégorie.

ART. 9.

L'ancienneté pour l'avancement est déterminée par la date du brevet du grade et par le classement entre les officiers dont le brevet est de la même date.

L'ancienneté relative d'officiers dont le brevet est de la même date et qui appartiennent à des armes différentes, est fixée par l'ancienneté dans le grade précédent.

En ce qui concerne les officiers nommés au grade de sous-lieutenant tandis qu'ils sont élèves dans une école, leur ancienneté relative est révisée d'après leur classement final à la sortie de l'École.

ART. 10.

L'avancement a lieu par arme jusqu'au grade de général-major inclusivement.

Les nominations au grade de lieutenant général, dans l'état-major général ont lieu parmi les généraux-majors appartenant à toutes les armes.

ART. 11.

Les grades d'officier subalterne sont

voerkorps worden, in beginsel, begeven zooals volgt :

Een derde aan de leerlingen der bij artikel 7 bedoelde categorie *a*) ;

Een derde aan de onderofficieren der categorie *b*) ;

Een derde naar keuze des Konings.

Het wegens gebrek aan kandidaten door eene der categorieën *a*) en *b*) niet benuttigd breukcijfer komt de andere categorie ten goede.

ART. 9.

De dienstouderdom voor bevordering gaat in op den datum van het brevet waarbij de graad verleend wordt, met rangschikking onder de officieren wier brevet denzelfden datum draagt.

De betrekkelijke dienstouderdom van officieren wier brevet denzelfden datum draagt en die tot verschillende wapens behooren wordt bepaald volgens den dienstouderdom in den vorigen graad.

Wat de officieren betreft die tot den graad van onderluitenant werden benoemd terwijl zij leerling eener school zijn, wordt de betrekkelijke dienstouderdom herzien volgens hunne eind-rangschikking bij het verlaten van de school.

ART. 10.

De bevordering geschiedt per wapen tot den graad van generaal-majoor ingegrepen.

De benoemingen tot den graad van luitenant-generaal bij den generalen staf geschieden onder de generaal-majors van al de wapens.

ART. 11.

De graden van lager officier worden

conférés à l'ancienneté aux officiers jugés aptes à en exercer les fonctions.

Les grades d'officier supérieur et d'officier général sont au choix du Roi.

ART. 12.

Tout capitaine, pour accéder au grade de major dans les armes et le corps des transports, doit avoir justifié de ses connaissances militaires professionnelles au cours d'une épreuve pratique dont le programme est déterminé par arrêté royal.

Les officiers brevetés d'état-major sont dispensés de cette épreuve.

Tout capitaine, pour accéder au grade de major dans les services et au corps de la gendarmerie doit avoir justifié de ses connaissances techniques et professionnelles au cours d'un examen dont le programme est déterminé par arrêté royal.

ART. 13.

Les durées minima des services à accomplir effectivement dans chaque grade pour pouvoir être promu au grade immédiatement supérieur sont de :

Trois ans dans le grade de sous-lieutenant ;

Deux ans dans le grade de lieutenant ;

Cinq ans dans le grade de capitaine ;

Trois ans dans le grade de major ;

Deux ans dans le grade de lieutenant-colonel ;

Trois ans dans le grade de colonel ;

Deux ans dans le grade de général-major.

ART. 14.

Tout officier peut être commissionné

volgens dienstouderdom begeven aan de officieren, bekwaam bevonden om er het ambt van uit te oefenen.

De graden van hoogerofficier en op-perofficier zijn naar keuze des Konings.

ART. 12.

Om tot den graad van majoor bij de wapens en de vervoerkorpsen bevorderd te kunnen worden, moet ieder kapitein blijk hebben gegeven van zijn militaire vakkennis, bij een practische proef, waarvan het programma bij koninklijk besluit wordt bepaald.

De van den staf gebreveteerde officieren zijn van die proef ontslagen.

Om tot den graad van majoor bij de diensten en het Gendarmerie-korps bevorderd te kunnen worden, moet ieder kapitein blijk hebben gegeven van zijne technische kennis en vakkunde bij een examen, waarvan het programma bij koninklijk besluit wordt bepaald.

ART. 13.

De minimum-diensttijd, die in elken graad wezenlijk moet vervuld worden om tot den eerst hooger en graad te kunnen bevorderd worden, is de volgende :

Drie jaar in den graad van onderluitenant ;

Twee jaar in den graad van luitenant ;

Vijf jaar in den graad van kapitein ;

Drie jaar in den graad van majoor ;

Twee jaar in den graad van luitenant-kolonel ;

Drie jaar in den graad van kolonel ;

Twee jaar in den graad van generaal-majoor.

ART. 14.

Ieder officier mag door den Koning

par le Roi pour exercer l'emploi du grade supérieur.

La situation de l'officier commissionné est réglée par arrêté royal organique.

ART. 15.

L'officier ne peut être versé d'une arme ou service dans une autre arme ou service que sur sa demande et seulement quand l'intérêt de l'armée l'exige. Dans ce cas, il prend rang dans son arme ou service nouveau, avec son grade et son ancienneté de sous-lieutenant.

Il y est classé à la suite des officiers nommés sous-lieutenants à la même date que lui.

Tout officier peut être désigné en tout temps pour faire le service dans n'importe quelle arme ou service.

ART. 16.

Nul ne peut obtenir d'avancement pendant qu'il est dans la position de non-activité ou en congé sans solde.

ART. 17.

Le temps passé en congé sans solde — sauf par mise à la disposition d'un autre département ministériel ou pour cause de mission officielle — et le temps passé en non-activité par mesure disciplinaire sont décomptés de l'ancienneté dans le grade.

La moitié du temps passé en non-activité pour motif de santé est décomptée de l'ancienneté dans le grade.

aangesteld worden om het ambt van den hooger grad uit te oefenen.

De toestand van den aangestelden officier wordt bij een koninklijk inrichtingsbesluit geregeld.

ART. 15.

Alleen wanneer hij zulks aanvraagt en als het belang van het leger het vereischt, kan de officier van een wapen of dienst tot een ander wapen of een anderen dienst overgaan. In dit geval neemt hij rang bij zijn nieuw wapen of nieuwen dienst met zijn grad en dienstouderdom, als onderluitenant.

Hij wordt er gerangschikt achter de op denzelfden datum als hij tot onderluitenant benoemde officieren.

Ieder officier mag eender wanneer aangewezen worden om dienst te doen in om het even welk wapen of welken dienst.

ART. 16.

Niemand kan bevordering bekomen, terwijl hij buiten-activiteit of met verlof zonder soldij is.

ART. 17.

De tijd doorgebracht met verlof zonder soldij — behalve het geval waarin een officier ter beschikking van een ander ministerieel departement wordt gesteld, of wegens eene officieele opdracht — en de tijd doorgebracht buiten activiteit bij tuchtmaatregel, worden van den dienstouderdom in den grad afgetrokken.

De helft van den tijd doorgebracht buiten activiteit om gezondheidsredenen wordt van den dienstouderdom in den grad afgetrokken.

ART. 18.

En ce qui concerne l'officier prisonnier et interné, une commission militaire spéciale dont la composition est déterminée par Arrêté Royal, propose au Roi, en tenant compte des circonstances de la capture ou de l'internement et de la conduite de l'intéressé pendant sa non-activité, les conséquences qui doivent être attachées à celle-ci relativement à son ancienneté.

ART. 19.

Un lieutenant général n'est appelé au commandement d'un corps d'armée que si son âge lui permet d'exercer ce commandement pendant deux années au moins.

Un général-major n'est appelé par nomination au grade supérieur ou par commissionnement, au commandement d'une division d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie lourde (ou commandement similaire) que si son âge lui permet d'exercer ce commandement pendant trois années au moins.

Un colonel n'est appelé par nomination au grade supérieur ou par commissionnement, au commandement d'une infanterie divisionnaire, d'une brigade de cavalerie, d'une artillerie de corps d'armée (ou commandement similaire) que si son âge lui permet d'exercer ce commandement pendant trois années au moins.

Un lieutenant-colonel n'est appelé par nomination au grade supérieur ou par commissionnement, au commandement d'un régiment (ou commandement similaire) que si son âge lui permet

ART. 18.

Wat den gevangengenomen en geïnterneerden officier aangaat, stelt een bijzondere militaire commissie, waarvan de samenstelling bij koninklijk besluit wordt bepaald, den Koning de gevolgen voor die wegens de buiten-activiteit den dienstouderdom van den belanghebbende dienen te wijzigen, mits rekening te houden met de omstandigheden waaronder hij werd gevangengenomen of geïnterneerd, en met zijn gedrag gedurende den tijd dat hij buiten activiteit was.

ART. 19.

Een luitenant-generaal wordt het commando over een legerkorps maar toevertrouwd indien hij niet te oud is om dit commando ten minste twee jaar lang te kunnen uitoefenen.

Een generaal-majoor wordt maar bij benoeming tot een hooger graden of bij aanstelling tot het commando over een infanterie-, cavalerie-, zware artilleriedivisie (of gelijkwaardig commando) geroepen, indien hij niet te oud is om dit commando ten minste drie jaar lang te kunnen uitoefenen.

Een kolonel wordt maar bij benoeming tot een hooger graden of bij aanstelling tot het commando over een divisie-infanterie, een cavalerie-brigade, een legerkorps-artillerie (of gelijkwaardig commando) geroepen, indien hij niet te oud is om dit commando ten minste drie jaar lang te kunnen uitoefenen.

Een luitenant-kolonel wordt maar bij benoeming tot een hooger graden of bij aanstelling tot het commando over een regiment (of gelijkwaardig commando) geroepen, indien hij niet te

d'exercer ce commandement pendant trois années au moins.

Ne sont plus promus au grade supérieur dans les armes et le corps des transports :

Les majors dès qu'ils ont atteint l'âge de 53 ans;

Les capitaines, dès qu'ils ont atteint l'âge de 50 ans.

ART. 20.

Le Roi peut accorder un grade honoraire à l'officier mis à la pension de retraite, à la condition qu'il ait accompli dans le dernier grade effectif la durée minimum de service fixée par l'article 12 et qu'il soit en ordre utile d'ancienneté vis-à-vis des officiers à l'activité de son arme ou de son service.

Le grade honoraire ne confère à l'officier qui en est pourvu que le privilège d'en porter le titre et les marques distinctives sans aucun droit à l'exercice d'un commandement ou fonction militaire.

En cas de rappel à l'activité, l'officier titulaire d'un grade honoraire reprend le grade effectif dont il était revêtu au moment de sa mise à la pension de retraite.

ART. 21.

Lorsque l'armée est mobilisée pour la guerre, les règles établies par les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 19 ne sont pas applicables.

ART. 22.

Sont abrogés :

L'arrêté du Gouvernement provisoire

oud is om dit commando ten minste drie jaar lang te kunnen uitoefenen.

Worden bij de wapens of vervoer-korpsen niet meer tot den hooger en graad bevorderd :

De majoors, zoodra zij 53 jaar oud zijn;

De kapiteins, zoodra zij 50 jaar oud zijn.

ART. 20.

De Koning kan een eeregraad verleenen aan den op rustpensioen gestelden officier, op voorwaarde dat hij in den laatsten wezenlijken graad den bij artikel 12 bepaalden minimumtijd heeft gediend en dat hij, vergeleken met de officieren in activiteit van zijn wapen of dienst, den vereischten dienstouderdom hebbe.

De eeregraad verleent aan den officier, die er houder van is, slechts het voorrecht er den titel en de uiterlijke kenteekens van te dragen, zonder om 't even welk recht te hebben op de uitoefening van een commando of een gelijkwaardig ambt.

In geval van wederoproeping tot activiteit, herneemt de officier houder van een eeregraad, zijn wezenlijken graad van op 't oogenblik zijner oppensioenstelling.

ART. 21.

Wanneer het leger voor den oorlog wordt gemobiliseerd, zijn de bij artikelen 7, 8, 10, 12, 13 en 19 vastgestelde regelen niet toepasselijk.

ART. 22.

Worden ingetrokken :

Het besluit van het Voorloopig Be-

en date du 14 décembre 1830 sur l'attribution des grades honoraires; la loi du 28 Germinal, an VI sur l'avancement de la gendarmerie; la loi du 16 juin 1836 sur l'avancement des officiers, modifiée par la loi du 6 mai 1888; la loi du 16 juin 1836 qui fixe la position des officiers et les lois des 26 juin 1899 et du 25 mai 1914 portant réorganisation du personnel du service de santé et du service vétérinaire.

wind in datum van 14ⁿ December 1830, op de toekenning van eeregraden; de wet van 28ⁿ Germinal, jaar VI op de bevordering bij de gendarmerie; de wet van 16ⁿ Juni 1836, op de bevordering der officieren, gewijzigd bij de wet van 6ⁿ Mei 1888; de wet van 16ⁿ Juni 1836, ter vaststelling van den stand der officieren; en de wetten van 26ⁿ Juni 1899 en 25ⁿ Mei 1914, houdende herinrichting van het personeel van den geneeskundigen dienst en den veeartsenijkundigen dienst.

Donné à Bruxelles, le 8 février 1923.

Gegeven te Brussel, den 8ⁿ Februari 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE :

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.